

La **destruction chimique** des CIPAN est interdite sauf mise en œuvre d'une technique simplifiée de travail du sol : non-labour. Dans ce cas, une déclaration devra être adressée à la DDTM au plus tard 15 jours suivant la réalisation.

RAISONNEMENT DE LA FERTILISATION AZOTÉE

À partir de 2010, le **plan de fumure prévisionnel doit être réalisé au plus tard le 31 mars**. Le plan prévisionnel de fumure et le cahier d'épandage doivent être conservés durant 5 ans.

Le **rendement objectif doit être calculé en utilisant les références historiques de l'exploitation**, enregistrées dans le cahier d'épandage : moyenne des rendements des 5 dernières campagnes, en excluant le meilleur et le moins bon. En l'absence de références, il faut retenir les rendements objectifs, ci-dessous pour le blé.

Ex. Blé (qx/ha)	Bessin	Bocage	Plaine
Sols profonds (60 cm et +)	95	90	100
Sols moyens (30 à 60 cm)	85	80	90
Sols superficiels (< 30 cm)	75	70	80

■ **Des analyses obligatoires**
Pour les céréales à paille, l'**analyse de reliquat d'azote en sortie d'hiver est obligatoire dès 2010, avec une analyse par tranche de 20 ha**.

En cas d'épandage d'**effluents d'élevage** ou engrais organiques, obligation d'avoir au moins **une analyse de la teneur en azote entre 2009 et 2013**. L'analyse à la ferme (Quantofix, Agro-lisier...) est possible pour les effluents qui le permettent.

Les résultats d'analyses doivent être joints au cahier d'épandage.

■ Un plafond d'azote au premier apport

Le premier apport d'azote minéral est plafonné à :

- **50 kg N/ha** pour blé et orge, au stade tallage (à faire après le 31 janvier, voir dates d'épandage)
- **50 %** de la dose totale prévue pour le colza

■ Les outils de pilotage

Les apports d'azote déterminés dans les plans de fumure prévisionnels peuvent être réajustés grâce à l'**utilisation des outils de pilotage** (Jublil®, Farmstar). Ces outils doivent être utilisés conformément à leur mode d'emploi.

LIMITATION DES APPORTS AZOTES

Les quantités d'azote organique épandues annuellement, y

Le Diagnostic Nitrates

Nous vous proposons la visite d'un conseiller sur ½ journée pour faire le point sur vos pratiques de fertilisation et de gestion de l'interculture.

Sur la base d'un questionnaire balayant l'ensemble de mesures du 4e programme d'actions, nous vous indiquerons **les points conformes et les points à corriger** : plan de fumure ou cahier d'épandage à compléter, nombre de reliquats d'azote à réaliser en sortie d'hiver, analyses d'effluents obligatoires (pouvant être réalisées par nos soins), surface de couverts végétaux à implanter, modalités de destruction des couverts, localisation des bandes enherbées, possibilité de retournement des prairies ou non...

■ **Tarif** : 250 € dont 150 € pris en charge par le Conseil Général du Calvados dans le cadre du Plan Agricole et Rural. Pour plus de renseignements et/ou pour prendre rendez-vous, vos correspondants sont :

- Bessin : Pierre Laumonnier 02 31 51 66 36
- Bocage : Gérard Bavière 02 31 68 11 16
- Plaine : Philippe Lerrant 02 31 70 25 34
- Pays d'Auge : Benoît Kerhornou 02 31 31 87 62



compris par les animaux eux-mêmes, ne doivent pas dépasser un **plafond de 170 kg/ha de Surface Potentiellement Epandable (SPE)** depuis le 20 décembre 2002. L'appréciation de cette limitation se fait au niveau de l'exploitation et non par parcelle.

Les **apports azotés toutes origines confondues sont limités à 210 unités par hectare**



de SAU et par an en moyenne sur l'exploitation, **pour toute exploitation ayant 1 parcelle ou plus en ZPPN**.

Pierre Laumonnier
Tél. 02 31 51 66 36

p.laumonnier@calvados.chambagri.fr

PÉRIODES D'INTERDICTION D'ÉPANDAGE

Occupation du sol	Type de fertilisants		
	Type I Fumier Compost... C/N >8	Type II Lisier, fientes, boues C/N <8	Type III Azote minéral
CIPAN	Du 1er juillet au 31 août	De la date butoir d'implantation au 15 janvier *	1er juillet au 15 février
Sols non cultivés	INTERDIT toute l'année		
Colza d'hiver	Aucune	Du 1er novembre au 15 janvier	Du 1er septembre au 15 janvier
Grandes cultures implantées au printemps	Du 1er juillet au 31 août	Du 1er juillet au 15 janvier	1er juillet au 15 février
Prairies de plus de 6 mois et associations graminées légumineuses	Aucune	Du 15 novembre au 15 janvier	Du 1er octobre au 31 janvier
Luzerne	Aucune	Du 15 novembre au 15 janvier	Toute l'année
Pomme de terre	Aucune	Du 1er octobre au 15 janvier	Du 1er octobre au 15 janvier
Céréales à paille d'hiver	Aucune	Du 1er juillet au 15 janvier **	Du 1er septembre au 31 janvier

* L'épandage d'effluents avant CIPAN est interdit lorsque :
- le rendement du précédent est inférieur de plus de 10 % au rendement objectif
- la CIPAN comporte des légumineuses
L'apport d'azote total est plafonné à
- 100 u N/ha en lisier de bovins, lapins, boues urbaines

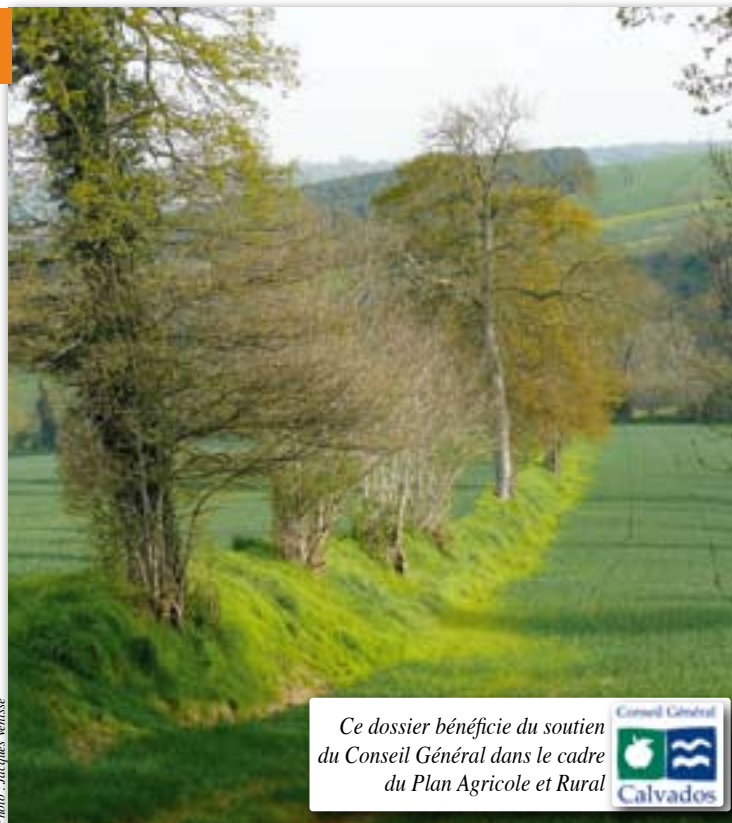
- 70 u N/ha en lisier de porcs et canards
et non plafonné en fumier, compost, produits organiques à C/N > 8
Il est interdit en fientes et autres produits organiques à C/N < 8
** L'épandage de lisier (ou autre fertilisant de type II) est toléré jusqu'au 31 octobre 2010 avant céréales à paille avec une dose plafond de 50 unités N/ha en azote total.

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Conditionnalité, de nouvelles obligations pour 2010.

Le Bilan de santé de la PAC modifie les règles encadrant les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) prévues dans le cadre de la conditionnalité. Il introduit pour tous les agriculteurs **l'obligation de bandes tampons le long des cours d'eau et des maintien des particularités topographiques** (haies, alignements, mares, bandes enherbées...) **à hauteur de 1% de la SAU pour 2010**, et limite fortement les possibilités de retournement de prairies : les prairies naturelles et temporaires de plus de 5 ans peuvent être retournées, mais avec obligation de réimplanter une surface égale (à 5 % près).

De même, le **4^e programme de la Directive Nitrates** qui est entré en application en septembre dernier modifie les règles que doivent respecter les agriculteurs situés en zone vulnérable, soit les 2/3 du département. Il importe donc d'être vigilant en 2010 pour respecter toutes ces nouvelles mesures sans quoi, selon le principe de la conditionnalité, les aides directes pourront être diminuées en cas de contrôle non conforme.



Ce dossier bénéficie du soutien
du Conseil Général dans le cadre
du Plan Agricole et Rural



Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE)

MAINTIEN DES PRAIRIES : DES ASSOU- PLISSEMENTS POUR LA PRAIRIE NATURELLE.

■ Qui est concerné ?

Tous les exploitants demandeurs d'aides qui disposaient de surfaces en herbe. **L'année retenue pour établir les références individuelles est 2009.** En 2008 et 2009, il n'y avait pas d'obligation de demande

préalable d'autorisation de retournement des PN.

Attention en 2010, le retournement des prairies est :

- ✓ **Autorisé pour les Prairies Naturelles avec obligation de réimplantation**
- ✓ **Autorisé pour les Prairies Temporaires de plus de 5 ans avec obligation de conserver la surface en Prairies Temporaires déclarées de + 5 ans**

Les Prairies Temporaires peuvent être retournées mais l'exploitant doit conserver une surface au moins égale à 50% de sa surface de référence en Prairies Temporaires (surface 2009).

Le ratio national annuel appliqué.

"Prairies naturelles" ayant augmenté par rapport à 2005, l'obligation de réimplantation des prairies naturelles retournées et des prairies temporaires de plus de 5 ans retournées n'est pas appliquée.

Part des prairies naturelles dans la SAU

	Ratio 2005	Ratio 2006	Ratio 2007	Ratio 2008	Ratio 2009
Calvados ➡	40,68 %	40,92 %	40,58 %	39,89 %	39,7%
FRANCE ➡	26,66 %	29,73 %	29,76 %	29,56 %	29,7%

Les nouveautés de décembre 2009 : des assouplissements

Les prairies naturelles pourront être retournées au même titre que les prairies temporaires de plus de 5 ans (PT5) avec obligation de réimplantation d'une surface égale.

Cet assouplissement favorise la rotation et la réorganisation parcellaire. Une tolérance de 5 % est admise pour s'adapter aux contraintes parcellaires

Les légumineuses pures sont interdites, mais si elles étaient déjà en place en 2009, il est possible de les conserver en favorisant leur évolution vers des couverts plus diversifiés.

L'entretien de ces bandes répond aux règles en vigueur pour la Surface en Couvert Environnemental en 2009 :

- ✓ interdiction de l'emploi des fertilisants et produits phytosanitaires,
- ✓ interdiction de labour,
- ✓ interdiction de fauche du 22 mai au 30 juin sauf si ces bandes sont incluses dans une parcelle de prairie.

Les nouveautés de décembre 2009

Les bandes tampons situées en continuité d'une parcelle de prairie pourront être fauchées sans restriction de dates.

Le pâturage est autorisé mais l'accès d'usage au cours d'eau ne devra pas engendrer de dégradations des berges.



Photo : Nathalie Mirbeau

PARTICULARITÉS TOPOGRAPHIQUES

Cette nouvelle mesure exige progressivement le maintien ou la création d'un minimum de particularités du paysage et de biodiversité dans l'exploitation, par analogie avec les éléments de biodiversité inscrits dans le cahier des charges de la prime à l'herbe (PHAE).

■ Qui est concerné ?

Tous les exploitants demandeurs d'aides disposant de terres exploitant plus de 15 hectares.

L'agriculteur doit maintenir sur son exploitation un taux de "par-

BANDES TAMPONS - OBLIGATOIRES LE LONG DE TOUS LES COURS D'EAU

Les bandes tampons et le maintien des particularités topographiques remplacent la mise en place de la surface en Couvert Environnemental.



Photo : Jacques Verisse

■ Qui est concerné ?

Tous les exploitants demandeurs d'aides disposant de terres bordées ou traversées par des cours d'eau.

Les agriculteurs doivent mettre en place **le long de tous les cours d'eau une bande d'une largeur minimum de 5 mètres.**

Les petits producteurs ne sont pas exonérés

Les cours d'eau concernés sont : les cours d'eau présents sur la carte IGN au 1/25 000^{ème} la plus récente en trait bleu plein ou trait bleu pointillé nommé.

Pour le couvert : friches et miscanthus sont exclus.

DIAGNOSTIC NITRATES

Vos pratiques sont elles conformes au regard de la réglementation nitrates ?

Jean Pasquet exploite 142 ha à Neuilly-la-forêt... l'entrée en vigueur du 4^{ème} programme d'action nitrate et le fait que la commune de Neuilly soit depuis cette année en Zone de Protection Prioritaire Nitrates (captage des brouaises) l'ont incité à réaliser un diagnostic nitrates afin de faire le point sur ses pratiques et les évolutions à prévoir.



Rappel sur l'exploitation

Basée sur la production laitière (95 VL), 80 % de la SAU est consacrée à la production fourragère (herbe/maïs) maintenant en totalité en ZPPN (Zone de Protection Prioritaire Nitrates) ; 20 % de la SAU est en culture du fait de l'éloignement.

Qu'est-ce qui vous a conduit à solliciter le service individuel "Agri Nitrates" ?

Je voulais dans un premier temps valider mes enregistrements concernant le prévisionnel et le cahier d'épandage. J'ai d'ailleurs, dès cette campagne, opté pour une formation afin de réaliser mes enregistrements avec l'outil informatique "mes p@rcelles". Puis face à l'arrivée du 4^{ème} programme d'action nitrate et le classement récent de ma commune en ZPPN, je souhaitais faire le point sur l'ensemble de la réglementation.

Qu'est-ce qui vous a paru le plus utile dans ce bilan individualisé ?

Il est toujours difficile à travers un document écrit (NDLR : L'éleveur fait référence au document sur le contenu du 4^{ème} programme d'action nitrates qui a été envoyé par le DDEA), de tout retenir et surtout de tout bien interpréter. L'intérêt du bilan est d'aborder

tous les points oralement à travers un diagnostic ; le résumé écrit permet une validation sur sa propre exploitation.

Quels sont les points qui vous paraissent les plus difficiles à respecter dans ce nouveau programme ?

Sans aucun doute la réalisation d'un couvert (CIPAN), on peut toujours respecter des dates d'implantation mais on est en droit de s'interroger sur l'efficacité d'une CIPAN implantée tardivement derrière un maïs. Est-ce qu'une culture intermédiaire semée fin octobre joue son rôle de piège à nitrates ? En monoculture de maïs, la couverture du sol en hiver a une efficacité limitée car elle intervient trop tardivement.

Actuellement, je réalise une rotation avec des ray-grass d'Italie sur une partie de la surface maïs dès l'année prochaine, je devrais couvrir 100 % des surfaces en maïs.

Propos recueillis par Pierre Laumonnier

particularités topographiques" c'est-à-dire les haies, alignements d'arbres, fossés, étangs,

bordures de champ... à hauteur de 1% de la SAU en 2010, 3% en 2011 ; 5% en 2012.

Ces éléments sont à déclarer en annexe du dossier surfaces PAC (à préciser) et entretenir selon les règles arrêtées par le

Préfet (faute de quoi, les aides seraient réduites de 1 à 3%). Les règles d'entretien minimal des terres, de diversité des assolements, de non brûlage des résidus de récolte sont maintenues comme en 2009.

Les précisions de décembre 2009

Les exploitations dont la SAU est inférieure à 15 hectares ne sont pas soumises à l'exigence de maintien des particularités topographiques.

Environnement

La principale évolution réside dans la mise en place du 4^e programme d'action de la Directive Nitrates signé le 22 septembre 2009. Toutes les obligations s'entendent à partir de cette date.

Qui est concerné ?

Tous les agriculteurs de la zone vulnérable.

MAINTIEN DES PRAIRIES : DES RESTRICTIONS POUR LE RETOURNEMENT

Il est interdit de retourner des prairies de plus de 5 ans, naturelles ou temporaires

- ✓ le long des cours d'eau ou
- ✓ à l'intérieur des périmètres de protection des captages, rapprochés et éloignés.

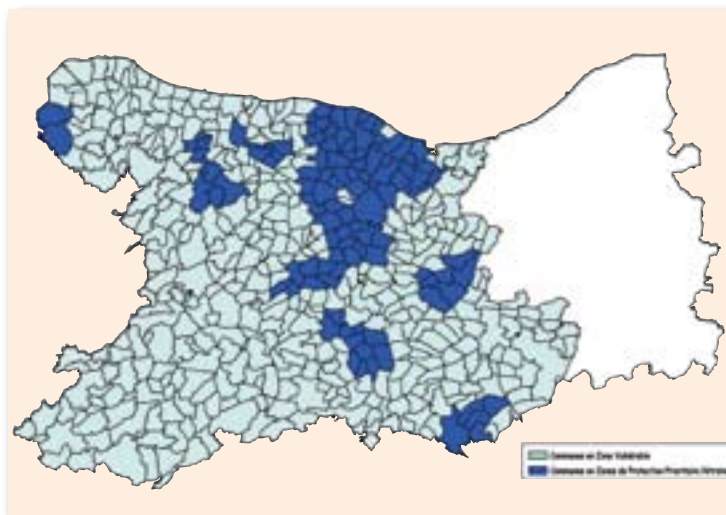
EN ZPPN

Le retournement des prairies de plus de 5 ans EST INTERDIT.

Néanmoins, une autorisation de retournement d'une prairie de plus de 5 ans (naturelle ou temporaire) pourra être délivrée par la DDTM* sous conditions de réimplantation dans les cas suivants :

- reprise par un jeune agriculteur
- nécessité d'entretenir la prairie
- adaptation de l'exploitation suite à des modifications de cahier des charges (AB, AOC...)

* DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer



À l'intérieur du secteur de la zone vulnérable (bleu clair) sont définies des Zones de Protection Prioritaires Nitrates (bleu foncé) sur lesquelles les mesures sont renforcées. Liste des communes à l'adresse suivante : http://www.webagri14.com/directive_nitrates.asp

En cas de nécessité d'entretien, l'autorisation du retournement d'une prairie temporaire de plus de 5 ans pourra être délivrée par la DDTM sur la base d'une demande motivée écrite précisant les conditions de ré-implantation.

COUVERTURE DES SOLS EN HIVER : 100% EN 2012/2013

Le taux de couverture des sols pendant la période présentant un risque de lessivage, pour l'ensemble des exploitations situées en zone vulnérable, doit être de :

- ✓ 80% de la SAU pour la période 2010-2011
- ✓ 100% de la SAU pour la période 2012-2013

Sont considérés comme couverts : les repousses de colza,

les CIPAN, les cultures d'hiver, les prairies.

Dans les successions de cultures de maïs grain suivies d'une culture de printemps, la CIPAN peut être remplacée par un broyage fin des cannes de maïs, le plus tôt possible après la récolte, suivi d'un enfouissement superficiel.

Dans le cas des betteraves sucrières et des cultures légumières suivantes : carottes, céleris, endives et pommes de terre,

récoltées après le 31 octobre, il n'y a pas d'obligation de CIPAN, sous réserve de conserver les résidus de culture sur le champ et de transmettre une déclaration sur formulaire à la DDEA avant le 15 novembre.

EN ZPPN

Les délais de mise en œuvre de la couverture des sols nus sont accélérés.

Le taux de couverture des sols, pendant la période présentant un risque de lessivage :

- 80% de la SAU dès la période 2009-2010
- 100% de la SAU dès la période 2010-2011



Photo : Jacques Verisse

Les modalités d'implantation et de destruction doivent respecter les conditions suivantes :

Culture précédente	Dates d'implantation et de destruction
Cultures récoltées en juillet et août : céréales à paille, colza...	Implantation au plus tard le 10 septembre (15 octobre en 2009) Destruction après le 15 décembre ⁽¹⁾
Cultures récoltées en septembre et octobre : maïs, tournesol...	Implantation au plus tard le 31 octobre Destruction après le 31 janvier ⁽²⁾

(1) Adaptation aux sols argileux (taux d'argile supérieur à 25%, analyse faisant foi) : la date de destruction possible est avancée au 15 novembre, à condition que la production de la CIPAN soit supérieure à 2 tonnes de matière sèche par hectare.

(2) Destruction après le 15 décembre autorisée si la CIPAN a été implantée au plus tard le 30 septembre et la production est supérieure à 2 tonnes de matière sèche par hectare.